



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 15 du 3 avril 2009

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 6 avril 2009

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	285
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	285
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	285
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	285
Extrait de l'arrêté du 31 mars 2009 autorisant les agents et mandataires de GRT gaz à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées pour procéder à des travaux topographiques et géotechniques nécessaires à l'étude du projet de suppression de la traversée aérienne (TA) n°24 de la canalisation de gaz Blénod-lès-Pont-à-Mousson – Montoy-Flanville par une canalisation souterraine	285
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières.....	285
Arrêté n° 09.BMSSE.15 du 2 avril 2009 accordant délégation de signature à Madame Hélène DURAND, attachée principale, chef du service des ressources humaines et des moyens	285
Arrêté n° 09.BMSSE.16 du 2 avril 2009 accordant délégation de signature à Monsieur François MALHANCHE, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.....	287
Arrêté n° 09.BMSSE.17 du 2 avril 2009 accordant délégation de signature à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de Briey.....	287
Arrêté n° 09.BMSSE.18 du 2 avril 2009 accordant délégation de signature à Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville	290
Arrêté n° 09.BMSSE.19 du 2 avril 2009 accordant délégation de signature à Monsieur Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de Toul.....	293
Arrêté n° 09.BMSSE.20 du 2 avril 2009 accordant délégation de signature à Monsieur Michel JEANNEY, sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle.....	295
Arrêté n° 09.BMSSE.21 du 2 avril 2009 accordant délégation de signature à Monsieur Frédéric BERNARDO, sous-préfet, directeur de cabinet	296
Arrêté n° 09.BMSSE.22 du 2 avril 2009 organisant de façon permanente la suppléance du préfet de Meurthe-et-Moselle.....	298
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	298
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	298
Service offre de soins de ville	298
Extrait de l'arrêté DDASS/OSV N° 0255-09 du 31 mars 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale François LAMY - Autorisation n° 54-46	298
Extrait de l'arrêté DDASS/OSV N° 0284-09 du 30 mars 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale « Laboratoire du Vieux Moulin » - Autorisation n° 54-69.....	299
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE	299
Service aménagement durable, urbanisme, risques	299
Extrait de l'arrêté 2009/DDEA54/ADUR/014 du 30 mars 2009 - Commune de Lucey - Construction d'une route d'accès à la zone AU des Grands Meix - Déclaration d'utilité publique.....	299

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES***Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement*

Extrait de l'arrêté du 31 mars 2009 autorisant les agents et mandataires de GRT gaz à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées pour procéder à des travaux topographiques et géotechniques nécessaires à l'étude du projet de suppression de la traversée aérienne (TA) n°24 de la canalisation de gaz Blénod-lès-Pont-à-Mousson – Montoy-Flanville par une canalisation souterraine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe de faciliter les études sur le terrain du projet dont il s'agit ;

ARRETE

Article 1^{er} : Les agents et mandataires de GRT gaz, ainsi que les agents des entreprises travaillant pour son compte, sont autorisés à procéder à des prélèvements de sol à l'aide de carottages et de sondages nécessaires à l'étude du projet de suppression de la traversée aérienne (TA) n°24 de la canalisation de gaz Blénod-lès-Pont-à-Mousson – Montoy-Flanville par une canalisation souterraine.

A cet effet, sous réserve du droit des tiers, ils pourront pénétrer dans les propriétés publiques et privées, closes ou non closes (sauf à l'intérieur des maisons d'habitation) et dans les zones boisées, y planter des balises, y établir des jalons, piquets et repères, y pratiquer des sondages, fouilles et coupures, y exécuter des ouvrages temporaires et y faire des abattages, élagages, ébranchements, nivellements et autres travaux ou opérations que les études ou la réalisation du projet rendront indispensables.

Les opérations ci-dessus seront effectuées sur les communes de Blénod-lès-Pont-à-Mousson et Loisy.

Article 2 : Chacun des techniciens et agents chargés des études et travaux sera muni d'une copie du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

Article 3 : L'introduction des agents susvisés n'aura lieu qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 1^{er} de la loi du 29 décembre 1892 modifiée, soit :

- pour les propriétés closes autres que les maisons d'habitation : à l'expiration d'un délai de cinq jours à compter de la notification individuelle du présent arrêté au propriétaire ou, en son absence, au gardien de la propriété. A défaut de gardien connu demeurant dans la commune, le délai ne courra qu'à partir de la notification faite en mairie.

- pour les propriétés non closes : à l'expiration d'un délai d'affichage de dix jours en mairie.

Article 4 : Il ne pourra être abattu d'arbres fruitiers, d'ornement ou de haute futaie avant qu'un accord amiable ne soit établi sur la valeur ou qu'à défaut de cet accord, il ait été procédé à la constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires à l'évaluation des dommages.

Article 5 : Les indemnités qui pourraient être dues pour dommages causés aux propriétés par les agents chargés des études seront à la charge de GRT gaz. A défaut d'accord amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif.

Article 6 : Il est interdit de troubler, de quelque manière que ce soit, l'exécution des travaux, ainsi que d'arracher ou de déplacer des balises, piquets, jalons, bornes, repères ou signaux placés par les agents chargés des études.

Article 7 : Messieurs les maires des communes de Blénod-lès-Pont-à-Mousson et Loisy, monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, les gardes champêtres et forestiers, les propriétaires et les habitants des communes dans lesquelles les études seront faites, sont invités à prêter aide et assistance aux techniciens ainsi qu'au personnel effectuant les études et travaux.

Ils prendront des mesures nécessaires pour la conservation des balises, jalons, piquets et repères servant au tracé.

Article 8 : Le présent arrêté sera périmé de plein droit s'il n'est pas suivi d'exécution dans les six mois de sa prise.

Article 9 : Il devra, dès réception, être affiché aux endroits habituels dans les communes citées à l'article 1^{er}.

Article 10 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 11 : Le Secrétaire général de la préfecture, MM. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, les maires des communes de Blénod-lès-Pont-à-Mousson et Loisy et le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux :

- directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
- directeur de GRT gaz.

Nancy, le 31 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général par intérim,
Bernard BREYTON

Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières

Arrêté n° 09.BMSSE.15 du 2 avril 2009 accordant délégation de signature à Madame Hélène DURAND, attachée principale, chef du service des ressources humaines et des moyens

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant M. Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2005 modifiant l'organisation des services de la préfecture selon la Directive Nationale d'Orientation ;

Vu la décision préfectorale du 11 décembre 2007 nommant Mme Hélène DURAND, chef du service des ressources humaines et des moyens à compter du 7 janvier 2008 ;

Vu l'arrêté du SGAR du 19 février 2009 portant délégation de signature à M. Hugues PARANT relative à la gestion logistique des formations dans le département ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée à Mme Hélène DURAND, attachée principale, à l'effet de signer :

1) Bureau des ressources humaines et financières :

- a) tous actes et documents n'entraînant ni avis ni décision ;
- b) les actes et documents constituant une décision pour les attributions suivantes :
 - la gestion du personnel titulaire et contractuel relevant du ministère de l'intérieur et affecté en préfecture, dans les sous-préfectures et les juridictions administratives ;
 - les arrêtés portant octroi de congés de maladie, congés de maternité et accidents du travail sur présentation des certificats médicaux réglementaires ;
 - le secrétariat et la préparation des travaux du comité technique paritaire et des commissions administratives paritaires, ainsi que du comité d'hygiène et de sécurité ;
 - l'organisation locale des concours et des recrutements du personnel ;
 - la paie et les rémunérations accessoires (liquidation, liaison-rémunération) ;
 - le recrutement des agents contractuels occasionnels ;
 - dans le domaine de la formation : au titre des BOP 108, 216 et 148, tous actes et documents relatifs à la gestion logistique (transport, hébergement, frais de déplacement) des personnels administratifs, techniques et de service de la préfecture et des sous-préfectures placés sous l'autorité du préfet de Meurthe-et-Moselle, ainsi que des formateurs intervenant dans le département, à l'exclusion des décisions portant sur l'organisation et le contenu des formations ;
- c) les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de rémunération et de fonctionnement de l'administration préfectorale dont le bureau assure la responsabilité de gestion ;
- d) le budget déconcentré de la préfecture (préparation, exécution, contrôle des centres de responsabilité) ;
- e) les bons de commandes et factures pour des sommes ne dépassant pas 1.500 € ;
- f) la tenue des inventaires du mobilier, des bureaux et des résidences.

2) Service départemental d'action sociale :

tous les actes et documents constituant une décision dans les matières suivantes :

- la gestion de l'action sociale du ministère de l'Intérieur (ordonnancement secondaire) ;
- le secrétariat permanent de la commission départementale d'action sociale ;
- le logement des fonctionnaires.

3) Bureau de la logistique et de l'immobilier :

a) tous actes et documents n'entraînant ni avis, ni décision pour les attributions suivantes :

- la gestion centrale du courrier ;
- l'archivage ;
- le recueil des actes administratifs ;
- maintenance technique des installations ;
- entretien des immeubles administratifs, des résidences et des espaces verts ;
- la reprographie ;
- la gestion et la maintenance du patrimoine immobilier (acquisitions, travaux, maintenance) ;
- les projets de restructuration immobilière pour la préfecture et les sous-préfectures.

b) tous documents et pièces comptables se rapportant aux frais postaux dont le bureau de la logistique et de l'immobilier assure la responsabilité de gestion.

c) tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont le bureau de la logistique et de l'immobilier assure la responsabilité de gestion.

d) les bons de commandes et factures pour des sommes ne dépassant pas 1500 euros.

4) Service Départemental des Systèmes d'Information et de Communication (SDSIC) :

- a) tous actes et documents n'entraînant ni avis ni décision dans les matières suivantes :
 - permanence des liaisons gouvernementales ;
 - analyse et développement de projets applicatifs locaux et des sites web (Intranet, Internet, Système d'information territorial : SIT) ;
 - gestion technique des matériels et des réseaux ;
 - assistance bureautique, gestion administrative des matériels et logiciels
- standard.

b) les bons de commandes et factures pour des sommes ne dépassant pas 1500 euros.

Article 2 : l'arrêté préfectoral n° 08-BMSSE.43 du 29 mai 2008 est abrogé.

Article 3 : Les délégations visées à l'article 1 ci-dessus peuvent également être exercées, dans le domaine de responsabilité de leur bureau, par les agents désignés ci-après :

Bureau des ressources humaines et financières :

- + Mme Frédérique BELLO-LAPANNE, attachée, chef du bureau
- + Mlle ANNE PIERRE, attachée
- + M. Dimitri BOCQUET, attaché
- + M. David ANDRE, secrétaire administratif de classe supérieure
- + Mme Lydia ANCEL, secrétaire administrative de classe normale.

Service départemental d'action sociale :

- + M. Hervé FROMENT, secrétaire administratif de classe supérieure, chef du service.

Bureau de la logistique et de l'immobilier :

- + Mme Françoise REPOSEUR, attachée principale, chef du bureau.

En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée à :

- + M. Didier WITTIG, contrôleur des services techniques de classe normale, contrôleur de travaux
- + M. Denis LAPOINTE, maître ouvrier principal, uniquement pour ce qui concerne la signature des bons de commande de petits équipements et pour des sommes ne dépassant pas 500 €.

Service Départemental des Systèmes d'Information et de Communication (SDSIC) :

- + M. Lionel THIEBAULT, inspecteur des Systèmes d'Information et de Communication, chef du service.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène DURAND, délégation de signature est donnée à Mme Frédérique BELLO-LAPANNE, chef du bureau des ressources humaines et financières, à l'effet de signer les affaires visées à l'article 1^{er} du présent arrêté à l'exception du 4^{ème}, et à Monsieur Lionel THIEBAUT, chef du service départemental des systèmes d'information et de communication, à l'effet de signer les affaires visées à l'article 1 – 4^{ème}.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Frédérique BELLO-LAPANNE, la délégation est dans les mêmes conditions donnée à Melle Anne PIERRE, adjointe au chef du BRHM, chargée du budget. A défaut, la délégation est, dans les mêmes conditions, donnée à Mme Françoise REPOSEUR, chef du bureau de la logistique et de l'immobilier.

Article 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Lionel THIEBAUT, délégation de signature est donnée à M. Pierre CAMAILLE, contrôleur principal des systèmes d'information et de communication, à l'effet de signer les affaires visées à l'article 1 – 4^{ème}.

Article 6 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires.

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy,

7°) aux maires.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Hélène DURAND, chef du service des ressources humaines et des moyens, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 avril 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté n° 09.BMSSE.16 du 2 avril 2009 accordant délégation de signature à Monsieur François MALHANCHE, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant M. Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 4 juin 2008 nommant M. Bernard BREYTON sous-préfet de Toul ;

Vu le décret du président de la République en date du 20 janvier 2009 nommant M. Michel JEANNEY en qualité de sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition du préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation est donnée à M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer : tous les arrêtés, décisions, circulaires, rapports, documents et correspondances relevant des attributions de l'Etat dans le département de Meurthe-et-Moselle, à l'exception des arrêtés de conflit à compter du 6 avril 2009.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. François MALHANCHE, la délégation définie à l'article 1 de l'arrêté susvisé est dévolue dans les mêmes conditions à M. Michel JEANNEY, sous-préfet chargé de mission auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle, et, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de Toul.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement du Préfet de Meurthe-et-Moselle, M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle assure la suppléance du préfet conformément aux dispositions de l'article 45 du décret du 29 avril 2004 susvisé.

Article 4 : L'arrêté n°09.BMSSE.12 du 19 mars 2009 chargeant M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, d'assurer l'intérim du poste de secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle à compter du 23 mars 2009 est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à :

- Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey
- Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de Lunéville
- Monsieur Bernard BREYTON, sous-préfet de Toul
- Monsieur Frédéric BERNARDO, directeur de cabinet
- Monsieur Michel JEANNEY, sous-préfet chargé de mission
- Monsieur le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 avril 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté n° 09.BMSSE.17 du 2 avril 2009 accordant délégation de signature à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de Briey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant M. Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 10 mars 2005, nommant M. Philippe Ronssin sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;

Vu le décret du président de la République en date du 2 août 2007 nommant M. Philippe SAFFREY sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

Vu le décret du président de la République en date du 4 juin 2008 nommant M. Bernard BREYTON sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;
Vu le décret du président de la République en date du 20 janvier 2009 nommant M. Michel JEANNEY en qualité de sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1^{er} : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est donnée à M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GÉNÉRALE**1) Octroi du concours de la force publique :**

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière
- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale

2) Réquisition de logements**3) Police des débits de boissons :**

- délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)
- fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

4) Police des armes :

- visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)
- délivrance des permis de chasser
- visa des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France

5) Manifestations sportives sur la voie publique :

- arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)
- réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)
- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap

6) Police funéraire :

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur
- autorisation de transport de corps en territoire étranger

7) Professions et activités réglementées :

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers
- autorisation des ventes en liquidation et ventes au déballage (code de commerce, articles L310-1 à L. 310-7)
- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret N° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970)
- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

II - ÉTAT CIVIL ET ASSOCIATIONS**1) cartes nationales d'identité (autorisations de sortie de territoire pour les mineurs, laissez-passer)****2) passeports****3) associations (délivrance des récépissés de déclaration)****III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE**

- constitution et fonctionnement d'une commission de retrait des permis de conduire pour l'arrondissement de Briey
- suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route

IV - ÉLECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES**1) Affaires électorales**

- créations ou suppressions de bureaux de vote
- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral)
- fixation des dates limites :
 - * du versement du cautionnement prévu par l'article L.244 du code électoral
 - * du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande
 - * de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale
 - * de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche

2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints**3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Briey****4) Limites territoriales :**

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales
- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune

5) Intercommunalité :

- création et dissolution des Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement
- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI
- autres modifications statutaires desdits EPCI
- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement
- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements
- acceptation des démissions de vice-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement

6) Désaffectation des logements de fonction des instituteurs**7) Divers**

- délivrance des récépissés de déclaration des manifestations pyrotechniques utilisant des artifices du type K4, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°90-897 du 1^{er} octobre 1990

V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF**1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales**

2) Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux (article R.2121-9 du code général des collectivités territoriales)

3) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation
- information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif

4) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :

- saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;
- saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.

5) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes

6) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1^{er} juillet 2004

VI - AFFAIRES FONCIÈRES ET URBANISME

1) enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires : désignation du commissaire enquêteur sur la liste arrêtée par le président du Tribunal administratif

2) enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques

3) création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

VII - ENVIRONNEMENT

Police des forêts

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et 141-1 et R.141-3 à 141-8 du code forestier)

- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes

- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier)

- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12)

- présidence des ventes de bois à la demande de l'office national des forêts (article R.134-8 du code forestier concernant la composition du bureau d'adjudication pour les ventes des coupes de bois ou des produits de coupes dans les bois et forêts soumis au régime forestier)

- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du code rural)

VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPÉENS

◆ Accusés réception aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :

- des fonds structurels européens

- des subventions d'Etat : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce (FISAC), Dotation Globale d'Équipement des communes (DGE), Dotation de Développement Rural (DDR)

- de subventions de la convention après-mines du contrat de plan État - Région

◆ Arrêtés attributifs de subventions pour la Dotation Globale d'Équipement (DGE) des communes

IX - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis

2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement

3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (article R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation)

4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux

5) Convention pédagogique signée entre le stagiaire, l'entreprise et le centre de formation dans le cadre des stages de réinsertion en alternance

6) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées

X - SOCIAL

- Présidence et fonctionnement des commissions de surendettement

Article 2 : Délégation est donnée à M. Philippe RONSSIN, sous-préfet pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de Briey pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de Briey pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe RONSSIN, sous-préfet, cette présidence est assurée par M. Jean-Marie CITERLE, secrétaire général de la sous-préfecture et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mme Annie LAVAUX et M. Lakhdar BRAHIMI, attachés.

Article 3 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe RONSSIN, sous-préfet, au titre des dépenses de fonctionnement de l'administration préfectorale (programme administration territoriale 108) relevant de ses centres de responsabilité (résidence et services administratifs) et pour les lignes budgétaires dont il a la responsabilité.

Article 4 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe RONSSIN, sous-préfet, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

- délivrance des primata et duplicata :

* de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires

* de permis étrangers dont la conversion est possible

* de permis internationaux

- délivrance des récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul

- délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles, carnets à souche de certificats d'immatriculation provisoire (WW), attestations de non-gage, cartes W garage

Article 5 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe RONSSIN, sous-préfet, à l'effet de signer tous les documents et pièces relatifs aux dossiers de demande de naturalisation française.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe RONSSIN, sous-préfet, cette délégation de signature est donnée à M. Jean-Marie CITERLE, secrétaire général de la sous-préfecture de Briey et en cas d'absence simultanée de ceux-ci, cette délégation est exercée par M. Lakhdar BRAHIMI et Mme Annie LAVAUX, attachés.

Article 6 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique)

- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire

- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence

- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001)

- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;
- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;
- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;
- les décisions portant :
 - * refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour
 - * retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour
 assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

Article 7 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey, pour les arrêtés de composition du conseil d'administration de l'Office Public HLM.

Article 8 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général.

Article 9 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey, délégation de signature est donnée à M. Jean-Marie CITERLE, secrétaire général de la sous-préfecture de Briey, pour toutes les matières énumérées à l'article 1er, paragraphe I alinéas 3, 4, 5, 6 et 7 ; paragraphes II, III, paragraphe IV alinéa 6, paragraphe V alinéas 2, 5 et 6, paragraphes VI, VII, VIII, IX et X, à l'exception de la présidence des commissions de surendettement.

Délégation de signature permanente est également donnée à M. Jean-Marie CITERLE pour signer :

- les ampliations des arrêtés,
- tous documents relatifs aux matières énumérées aux articles 3 et 4.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Marie CITERLE, secrétaire général de la sous-préfecture de Briey, délégation de signature est donnée à Mme Annie LAVAUX et M. Lakhdar BRAHIMI, attachés à l'effet de signer les matières déléguées à M. Jean-Marie CITERLE.

Article 10 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey, les fonctions de sous-préfet de Briey sont exercées par M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture ; en cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. RONSSIN et de M. MALHANCHE, la suppléance de M. RONSSIN est assurée par M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de Toul et, à en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville.

Article 11 : L'arrêté préfectoral n°09.BMSSE.06 du 17 février 2009 accordant délégation de signature à M. RONSSIN, sous-préfet de Briey, est abrogé.

Article 12 : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de Briey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Briey et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 avril 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté n° 09.BMSSE.18 du 2 avril 2009 accordant délégation de signature à Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant M. Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 10 mars 2005, nommant M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;

Vu le décret du président de la République en date du 2 août 2007 nommant M. Philippe SAFFREY, sous-préfet hors classe, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

Vu le décret du président de la République en date du 4 juin 2008 nommant M. Bernard BREYTON sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;

Vu le décret du président de la République en date du 20 janvier 2009 nommant M. Michel JEANNEY en qualité de sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1^{er} : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE

1) Octroi du concours de la force publique :

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière
- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale

2) Réquisition de logements

3) Police des débits de boissons :

- délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)
- fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

4) Police des armes :

- visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)
- délivrance des permis de chasser
- visa des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France

5) Manifestations sportives sur la voie publique :

- arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)
- réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)
- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap

6) Police funéraire :

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur
- autorisation de transport de corps en territoire étranger

7) Professions et activités réglementées :

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers
- autorisation des ventes en liquidation et ventes au déballage (code de commerce, articles L.310-1 à L.310-7)
- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret N° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970)
- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

II - ETAT CIVIL ET ASSOCIATIONS

1) Cartes nationales d'identité (autorisations de sortie du territoire pour les mineurs, laissez-passer)

2) Passeports

3) Associations (délivrance des récépissés de déclaration)

III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE

- suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route

IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES

1) Affaires électorales

- créations ou suppressions de bureaux de vote
- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral)
- fixation des dates limites :
 - * du versement du cautionnement prévu par l'article L.244 du code électoral
 - * du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande
 - * de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale
 - * de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche

2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints

3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Lunéville

4) Limites territoriales :

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales
- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune

5) Intercommunalité :

- création et dissolution des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement
- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI
- autres modifications statutaires desdits E.P.C.I
- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement
- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements
- acceptation des démissions de vice-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement

6) Désaffectation des logements de fonction des instituteurs

7) Divers

- délivrance des récépissés de déclaration des manifestations pyrotechniques utilisant des artifices du type K4, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°90-897 du 1^{er} octobre 1990

V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales

2) Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux (article R.2121-9 du code général des collectivités territoriales)

3) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation
- information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif

4) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :

- saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;
- saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.

5) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes

6) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1^{er} juillet 2004.

VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME

1) Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires : désignation du commissaire enquêteur sur la liste arrêtée par le président du Tribunal administratif

2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques

3) Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

VII - ENVIRONNEMENT

Police des forêts

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et 141-1 et R.141-3 à 141-8 du code forestier)
- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes
- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier)
- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12)
- présidence des ventes de bois à la demande de l'office national des forêts (article R.134-8 du Code Forestier concernant la composition du bureau d'adjudication pour les ventes des coupes de bois ou des produits de coupes dans les bois et forêts soumis au régime forestier)
- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du Code Rural)

VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPEENS

◆ Accusés réception aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subventions au titre :

- des fonds structurels européens
- des subventions d'Etat : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), Fonds d'Intervention pour la sauvegarde de l'Artisanat et du commerce (FISAC), Dotation Globale d'Equipement des communes (DGE), Dotation de Développement Rural (DDR)
- ◆ Arrêtés attributifs de subventions pour la Dotation Globale d'Equipement (DGE) des communes

IX - ADMINISTRATION GENERALE

- 1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis
- 2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement
- 3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (article R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation)
- 4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux
- 5) Convention pédagogique signée entre le stagiaire, l'entreprise et le centre de formation dans le cadre des stages de réinsertion en alternance
- 6) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées

X - SOCIAL

- Présidence et fonctionnement des commissions de surendettement

Article 2 : Délégation est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de Lunéville pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de Lunéville pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SAFFREY, sous-préfet, cette présidence est assurée par M. André Binsinger, secrétaire général de la sous-préfecture et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à M. Bernard FREGIERS, secrétaire administratif de classe supérieure et à Mme Françoise SIMON, secrétaire administrative de classe normale.

Article 3 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet, au titre des dépenses de fonctionnement (programme administration territoriale 108) relevant de ses centres de responsabilité (résidence et services administratifs) et pour les lignes budgétaires dont il a la charge.

Article 4 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

- délivrance des primata et duplicata :
 - * de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires
 - * de permis étrangers dont la conversion est possible
 - * de permis internationaux
 - délivrance des récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul
 - délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles, carnets à souche de certificats d'immatriculation provisoire (WW), attestations de non-gage, cartes W garage
- Article 5 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet, à l'effet de signer tous les documents et pièces relatifs aux dossiers de demande de naturalisation française.
- En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SAFFREY, sous-préfet, cette délégation de signature est donnée à M. André BINSINGER, secrétaire général de la sous-préfecture de Lunéville et en cas d'absence simultanée de ceux-ci, cette délégation est exercée par M. Bernard FREGIERS, secrétaire administratif de classe supérieure et à Mme Françoise SIMON, secrétaire administrative de classe normale.
- Article 6 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de Lunéville sur l'ensemble du département pour :
- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique)
 - la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire
 - la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence
 - les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001)
 - les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;
 - les arrêtés fixant le pays de renvoi ;
 - les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;
 - les décisions portant :
 - * refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour
 - * retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

Article 7 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de Lunéville, pour les arrêtés de composition du conseil d'administration de l'Office Public HLM (loi dddpi2).

Article 8 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général.

Article 9 : Délégation permanente de signature est donnée à M. André BINSINGER, secrétaire général de la sous-préfecture de Lunéville, à l'effet de signer au nom du sous-préfet de Lunéville les arrêtés portant suspension administrative des permis de conduire, tous actes et documents ne comportant ni avis ni décision visés aux articles 1 et 4, à l'exclusion des correspondances visées à l'article 6 ci-dessus. Délégation est également donnée pour tous documents se rapportant à la gestion du budget de fonctionnement de l'administration préfectorale visés à l'article 3.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. André BINSINGER, secrétaire général de la sous-préfecture de Lunéville, délégation de signature est donnée à M. Bernard FREGIERS, secrétaire administratif de classe supérieure et à Mme Françoise SIMON, secrétaire administrative de classe normale.

Article 10 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de Lunéville, les fonctions de sous-préfet de Lunéville sont exercées par M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture ; en cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. SAFFREY et de M. MALHANCHE, la suppléance de M. SAFFREY est assurée par M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de Briey et, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de Toul.

Article 11 : L'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.07 du 17 février 2009, accordant délégation de signature à M. SAFFREY, sous-préfet de Lunéville, est abrogé.

Article 12 : Le secrétaire général et le sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Lunéville et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 avril 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté n° 09.BMSSE.19 du 2 avril 2009 accordant délégation de signature à Monsieur Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant M. Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 10 mars 2005, nommant M. Philippe RONSSIN sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;

Vu le décret du président de la République en date du 2 août 2007 nommant M. Philippe SAFFREY sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

Vu le décret du président de la République en date du 4 juin 2008 nommant M. Bernard BREYTON sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;

Vu le décret du président de la République en date du 20 janvier 2009 nommant M. Michel JEANNEY en qualité de sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1^{er} : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est donnée à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de Toul, dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE

1) Octroi du concours de la force publique :

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière
- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale

2) Réquisition de logements

3) Police des débits de boissons :

- délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)
- fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

4) Police des armes :

- visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)
- délivrance des permis de chasser
- visa des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France

5) Manifestations sportives sur la voie publique :

- arrêts autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)
- réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)
- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap

6) Police funéraire :

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur
- autorisation de transport de corps en territoire étranger

7) Professions et activités réglementées :

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers
- autorisation des ventes en liquidation et ventes au déballage (code du Commerce, articles L.310-1 à L.310-7)
- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret n° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970)
- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

II - ETAT- CIVIL ET ASSOCIATIONS

1) Cartes nationales d'identité (autorisations de sortie de territoire pour les mineurs, laissez-passer)

2) Passeports

3) Associations (délivrance des récépissés de déclaration)

III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE

- suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route

IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES

1) Affaires électorales

- créations ou suppressions de bureaux de vote
- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral)
- fixation des dates limites :
 - * du versement du cautionnement prévu par l'article L.244 du code électoral
 - * du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande
 - * de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale
 - * de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche

2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints

3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Toul

4) Limites territoriales :

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales
- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune

5) Intercommunalité :

- création et dissolution des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement
- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI
- autres modifications statutaires desdits E.P.C.I
- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement
- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements
- acceptation des démissions de vice-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement

6) Désaffectation des logements de fonction des instituteurs

7) Divers :

- délivrance des récépissés de déclaration des manifestations pyrotechniques, utilisant des artifices du type K4, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°90-897 du 1^{er} octobre 1990

V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales

2) Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux (article R.2121-9 du code général des collectivités territoriales)

3) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation
- information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif

4) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :

- saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;
- saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.

5) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes

6) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1^{er} juillet 2004

VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME

1) Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires : désignation du commissaire enquêteur sur la liste arrêtée par le président du Tribunal administratif

2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques

3) Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement

4) Arrêtés de composition du conseil d'administration de l'Office Public HLM.

VII - ENVIRONNEMENT

Police des forêts

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et 141-1 et R.141-3 à 141-8 du code forestier)
- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes
- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier)
- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12)
- présidence des ventes de bois à la demande de l'office national des forêts (article R 134-8 DU Code Forestier concernant la composition du bureau d'adjudication pour les ventes des coupes de bois ou des produits de coupes dans les bois et forêts soumis au régime forestier)
- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du code rural)

VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPEENS :

- ◆ Accusés réception aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :
 - des fonds structurels européens
 - des subventions d'Etat : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), FISAC (Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce), Dotation Globale d'Équipement des Communes (DGE), Dotation de Développement Rural (DDR)
- ◆ Arrêtés attributifs de subventions pour la dotation globale d'équipement (DGE) des communes

IX - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

- 1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis
- 2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement

3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (articles R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation)

4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux

5) Convention pédagogique signée entre le stagiaire, l'entreprise et le centre de formation dans le cadre des stages de réinsertion en alternance

6) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées

X - SOCIAL

- Présidence et fonctionnement des commissions de surendettement

Article 2 : Délégation est donnée à M. Bernard BREYTON, sous-préfet pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de Toul pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de Toul pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard BREYTON, sous-préfet, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mlle Jacqueline THOUVENIN, attaché principal, secrétaire général de la sous-préfecture de Toul et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mme Danièle THIRION, secrétaire administrative de classe normale à la sous-préfecture de Toul.

Article 3 : Délégation de signature est donnée à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de Toul, au titre des dépenses de fonctionnement (programme administration territoriale 108) relevant de ses centres de responsabilité (résidence et services administratifs) et pour les lignes budgétaires dont il a la responsabilité.

Article 4 : Délégation de signature est donnée à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de Toul, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

- délivrance des primata et duplicata :

* de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires

* de permis étrangers dont la conversion est possible

* de permis internationaux

- délivrance des récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul

- délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles, carnets à souche de certificats d'immatriculation provisoire (WW), attestations de non-gage, cartes W garage

Article 5 : Délégation de signature est donnée à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de Toul, à l'effet de signer tous les documents et pièces relatifs aux dossiers de demande de naturalisation française.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard BREYTON, sous-préfet, cette délégation de signature est donnée à Melle Jacqueline THOUVENIN, attaché principal, secrétaire général de la sous-préfecture de Toul et en cas d'absence simultanée de ceux-ci, cette délégation est exercée par Mme Sylvie ZANDER, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

Article 6 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de Toul sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique)

- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire

- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence

- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001)

- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;

- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;

- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;

- les décisions portant :

* refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour

* retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour

assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

Article 7 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général.

Article 8 : Délégation permanente de signature est donnée à Mlle Jacqueline THOUVENIN, attaché principal, secrétaire général, à l'effet de signer, au nom du sous-préfet, les arrêtés portant suspension administrative des permis de conduire, tous actes et documents ne comportant ni avis ni décision visés aux articles 1 et 4, à l'exclusion des correspondances visées à l'article 6 ci-dessus. Délégation est également donnée pour tous les documents dans le cadre de la gestion du budget de fonctionnement de l'administration préfectorale se rapportant à l'article 3 du présent arrêté.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mlle Jacqueline THOUVENIN, délégation de signature est donnée à Mme Sylvie ZANDER, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

Article 9 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard BREYTON, sous-préfet de Toul, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de Toul sont exercées M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture ; en cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. BREYTON et de M. MALHANCHE, la suppléance de M. BREYTON est assurée par M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de Briey, et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier par M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de Lunéville.

Article 10 : L'arrêté préfectoral n°09.BMSSE.08 du 17 février 2009 accordant délégation de signature à M. BREYTON, sous-préfet de Toul, est abrogé.

Article 11 : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de l'arrondissement de Toul sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Toul et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à M. le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 avril 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté n° 09.BMSSE.20 du 2 avril 2009 accordant délégation de signature à Monsieur Michel JEANNEY, sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;
Vu la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;
Vu l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;
Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;
Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant M. Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu le décret du président de la République en date du 20 janvier 2009 nommant M. Michel JEANNEY en qualité de sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
Vu l'arrêté préfectoral n°09.BMSSE.16 du 2 avril 2009 accordant délégation de signature à M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle à compter du 6 avril 2009 ;
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1^{er} : M. Michel JEANNEY, sous-préfet chargé de mission auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle, est notamment chargé d'assurer :
- le suivi de la mise en œuvre du plan de cohésion sociale et des mesures visant à promouvoir l'égalité des chances, la citoyenneté et l'intégration,
- l'animation et la coordination de la politique de la ville sur l'ensemble du département de Meurthe-et-Moselle,
- le suivi du contrat urbain de cohésion sociale de l'agglomération de Nancy,
- le suivi des dossiers relevant du développement économique, les relations économiques avec les entreprises, ainsi que les mesures de soutien à l'activité économique et à l'emploi,
- le suivi du dispositif de traitement des situations de surendettement des particuliers de l'arrondissement de Nancy,
- le suivi administratif de la commission départementale pour la promotion de l'égalité des chances et la citoyenneté,
- le suivi de la mise en œuvre du revenu de solidarité active.

M. Michel JEANNEY représente le préfet dans les réunions nationales ou locales sur la cohésion sociale et sur la politique de la ville, ainsi que dans les comités de pilotage des dispositifs relevant de la politique de la ville, du domaine de l'emploi et du développement économique, de la promotion de l'égalité des chances, de la citoyenneté et de l'intégration.

À ce titre, il préside le service public de l'emploi local de l'arrondissement de Nancy, la commission d'examen des situations de surendettement de la communauté urbaine du Grand Nancy en liaison avec le directeur du développement durable et des politiques interministérielles (D.D.D.P.I) et peut être amené à présider la commission pour la promotion de l'égalité des chances et la citoyenneté.

Article 2 : Dans le cadre des missions qui lui sont confiées à l'article premier du présent arrêté, délégation de signature est donnée à M. Michel JEANNEY à l'effet de signer tous actes, arrêtés, correspondances et documents administratifs, ainsi que les arrêtés et conventions attributifs de subvention.

Article 3 : Délégation de signature est donnée à M. Michel JEANNEY pour la signature des lettres d'observation faites au titre du contrôle de légalité et du contrôle des actes à caractère budgétaire, des collectivités de l'arrondissement chef-lieu, à l'exception des communes membres de la communauté urbaine du Grand Nancy et des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 15 000 habitants.

Article 4 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral, à M. Michel JEANNEY, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation sans contrainte (articles L. 3213-1 à L. 3213-10 du code de la santé publique),
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire,
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001),
- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;
- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;
- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;
- les décisions portant :

- * refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour

- * retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour

assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

Article 5 : L'arrêté préfectoral n°09.BMSSE.04 du 17 février 2009, accordant délégation de signature à M. Michel JEANNEY, est abrogé.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Michel JEANNEY, sous-préfet chargé de mission, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 avril 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté n° 09.BMSSE.21 du 2 avril 2009 accordant délégation de signature à Monsieur Frédéric BERNARDO, sous-préfet, directeur de cabinet

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

Vu la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant M. Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 17 octobre 2008 nommant M. Frédéric BERNARDO, magistrat de l'ordre judiciaire, en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
Vu l'arrêté préfectoral n°09.BMSSE.16 du 2 avril 2009 accordant délégation de signature à M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation est donnée à M. Frédéric BERNARDO, sous-préfet, directeur du cabinet, à l'effet de signer :

- tous actes, documents, correspondances et arrêtés individuels ou réglementaires ainsi que les ampliations de ces arrêtés au titre des compétences exercées par le préfet et dans le cadre des attributions du cabinet du préfet :

BUREAU DES AFFAIRES POLITIQUES

- Affaires liées aux élections et distinctions honorifiques, au secrétariat de la commission de la lutte contre le travail illégal, à la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT), aux déplacements officiels.

BUREAU DE LA PRÉVENTION ET DE LA SÉCURITÉ

- Affaires liées à la sécurité et à l'ordre public, à la sécurité routière, à la prévention de la délinquance et animation de l'ensemble des instances concourant à la mise en œuvre de ces politiques, en lien avec les forces de sécurité intérieure.

BUREAU DE LA COMMUNICATION

- Annonces judiciaires et légales, communiqués de presse

SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

- a) Sécurité civile, protection des populations, secours aux personnes, catastrophes naturelles, inondations, défense civile et gestion des crises, explosifs, présidence des commissions de sécurité et d'accessibilité aux personnes handicapées

- b) Les arrêtés d'hospitalisation d'office

- c) Les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèvements des détenus entre les établissements pénitentiaires et l'Unité hospitalière sécurisée interrégionale (UHSI) de Nancy

- d) Les arrêtés de réquisition de médecins dans le cadre de la permanence des soins

- e) Les arrêtés concernant les situations issues du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Délégation de signature est également donnée à M. Frédéric BERNARDO, au titre des crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale pour les paragraphes dont il assure la responsabilité de gestion au titre de directeur de cabinet.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Frédéric BERNARDO, la délégation définie aux articles 1 et 2 est donnée à M. Jean-Louis BIOU, attaché principal, adjoint au directeur de cabinet, à l'exception des arrêtés d'hospitalisation d'office.

Article 4 : Les actes et documents n'entraînant pas de décision relevant des délégations visées à l'article 1^{er} ainsi que les documents comptables visés à l'article 2 ci-dessus peuvent être signés dans le domaine de responsabilité de leur bureau par les agents désignés ci-après :

BUREAU DES AFFAIRES POLITIQUES

- M. Yann NEGRO, attaché principal, chef du bureau des affaires politiques

En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Mme Geneviève LASKOWSKI, secrétaire administrative de classe exceptionnelle et à Mme Cécile CUNY, secrétaire administrative de classe normale pour les courriers internes à la préfecture et les bordereaux d'envoi.

BUREAU DE LA PREVENTION ET DE LA SECURITE

- M. Alexandre SCHUL, attaché principal, chef du bureau de la prévention et de la sécurité

BUREAU DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LA PRESSE :

- Mme Caroline TEJEDO, attachée principale, chef de bureau de la communication

En cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, délégation est donnée à Mme Martine GILLET, secrétaire administrative.

SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

- M. Pascal SEYLLER, attaché principal, chef du service interministériel de défense et de protection civile

- M. Olivier BECKER, attaché principal, adjoint au chef du service interministériel de défense et de protection civile

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Mlle Roxane THOMAS, attachée, M. Francis BOSC-CABROL, secrétaire administratif de classe supérieure et à Mme Christiane BALLE, secrétaire administrative de classe normale.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. SEYLLER, chef du service interministériel de défense et de protection civile et membre titulaire avec voix délibérative de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, délégation est donnée comme membre suppléant avec voix délibérative aux fonctionnaires suivants du service interministériel de défense et de protection civile :

- M. Olivier BECKER, attaché principal, adjoint au chef de bureau du service interministériel de défense et de protection civile,

- Mlle Roxane THOMAS, attachée,

- M. Francis BOSC-CABROL, secrétaire administratif de classe supérieure,

- Mme Christiane BALLE, secrétaire administrative de classe normale,

- M. Fabien LAFONT secrétaire administratif de classe normale.

Article 5 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral, à M. Frédéric BERNARDO, sous-préfet, directeur du cabinet, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L. 3213-10 du Code de la Santé Publique),

- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire,

- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,

- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001),

- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;

- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;

- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;

- les décisions portant :

- * refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour

- * retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour

- assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

Article 6 : Demeurent réservés à la signature de M. le préfet :

- a) les ordres de réquisition de la force publique et de l'autorité militaire hormis ceux définis à l'article 1 alinéa c) du présent arrêté

- b) les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

- 2°) aux ministres,

- 3°) aux parlementaires,

- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

Article 7 : L'arrêté préfectoral n°08.BMSSE.70 du 10 novembre 2008 accordant délégation de signature à M. BERNARDO, directeur de cabinet, est abrogé.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Frédéric BERNARDO, directeur du cabinet, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie en sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 avril 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté n° 09.BMSSE.22 du 2 avril 2009 organisant de façon permanente la suppléance du préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant M. Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 4 juin 2008 nommant M. Bernard BREYTON sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;

Vu le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1^{er} : En cas d'absence ou d'empêchement du Préfet de Meurthe-et-Moselle, M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle assure la suppléance du préfet.

En cas d'absence simultanée du préfet de Meurthe-et-Moselle et de M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture, la suppléance du préfet est assurée par M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL.

Article 2 : L'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.71 du 14 novembre 2008 organisant la suppléance du préfet de Meurthe-et-Moselle est abrogé.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de Toul, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 avril 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Service offre de soins de ville

Extrait de l'arrêté DDASS/OSV N° 0255-09 du 31 mars 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale François LAMY - Autorisation n° 54-46

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la réduction du capital social de la société et la démission, à compter du 31 décembre 2008, de Monsieur Gérard CHEVALLIER, de ses fonctions de gérant de la société ;

Considérant le changement de dénomination sociale de la SCP « Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale François LAMY et Gérard CHEVALLIER pharmaciens biologistes » en SCP « Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale François LAMY pharmacien biologiste » ;

ARRETE

Article 1^{er} : L'article 1 de l'arrêté du 14 août 1981, autorisant le fonctionnement, sous le n° 54-46, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis Boulevard de l'Europe – Centre Commercial et d'Affaires « Les Nations » à Vandoeuvre-lès-Nancy, est modifié comme suit :

Raison sociale : Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale François LAMY, pharmacien biologiste.

Siège social : Boulevard de l'Europe

Centre Commercial et d'Affaires « Les Nations »

Vandoeuvre-lès-Nancy (54500).

Laboratoire exploité au sein de la SCP « Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale François LAMY, pharmacien biologiste », agréée sous le n° 3, dont le siège social est situé Boulevard de l'Europe – Centre Commercial et d'Affaires « Les Nations » à Vandoeuvre-lès-Nancy.

Directeur : Monsieur François LAMY, pharmacien biologiste,

habilité à effectuer les actes suivants :

- biochimie, immunologie, bactériologie, hématologie, parasitologie, mycologie, prélèvements sanguins, tubage gastrique et duodénal, sondage vésical chez la femme, prélèvements effectués au niveau des téguments, des phanères et des muqueuses accessibles sans traumatismes.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- SCP « Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale François LAMY pharmacien biologiste » ;

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;

- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie ;
- Monsieur le Maire de Vandoeuvre-lès-Nancy ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.
Nancy, le 31 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général par intérim,
Bernard BREYTON

Extrait de l'arrêté DDASS/OSV N° 0284-09 du 30 mars 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale « Laboratoire du Vieux Moulin » - Autorisation n° 54-69

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté modifié du 6 octobre 1995, autorisant le fonctionnement, sous le n° 54-69, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 89 rue de l'Hôtel de Ville à Frouard (54390) est modifié comme suit :

Raison sociale : Laboratoire d'analyses de biologie médicale du Vieux Moulin

Siège social : 89 rue de l'Hôtel de Ville

54390 FROUARD

Exploité au sein de la SELCA ATOUTBIO agréée sous le n°12, dont le siège social est situé 89 rue de l'Hôtel de ville à Frouard (54390).

Directeur : Madame Françoise CHEF, pharmacien biologiste,

habilitée à effectuer les actes suivants :

- biochimie, immunologie, bactériologie, hématologie, parasitologie, mycologie, virologie, prélèvements sanguins ;

Directeurs adjoints :

Mademoiselle Christelle LEONARD, pharmacien biologiste,

Madame Catherine WAHL, pharmacien biologiste.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Madame Françoise CHEF ;

- Mademoiselle Christelle LEONARD ;

- Madame Catherine WAHL

- SELCA ATOUTBIO ;

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;

- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie ;

- Monsieur le Maire de Frouard ;

- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens ;

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ;

- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 30 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général par intérim,
Bernard BREYTON

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

Service aménagement durable, urbanisme, risques

Extrait de l'arrêté 2009/DDEA54/ADUR/014 du 30 mars 2009 - Commune de Lucey - Construction d'une route d'accès à la zone AU des Grands Meix - Déclaration d'utilité publique

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que toutes les formalités de publicité ont été régulièrement accomplies, ainsi que l'attestent les pièces jointes au dossier ;

ARRETE

Article 1^{er} : Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter nécessaires à la construction d'une route d'accès à la zone AU des Grands Meix sur le territoire de la commune de LUCEY, conformément aux dispositions du plan annexé au présent arrêté.

Article 2 : La commune de LUCEY est autorisée à acquérir l'immeuble nécessaire au projet, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture et Monsieur le maire de LUCEY sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de LUCEY

- Monsieur Jean-Marie MAROTTE, commissaire enquêteur

- Monsieur le président du tribunal administratif de NANCY

- Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture.

Nancy, le 30 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général par intérim,
Bernard BREYTON

Le plan annexé au présent arrêté est consultable à la DDEA - Service ADUR.

